



PRIÈRE

TREIZE HEURES TRENTE

Conformément au paragraphe 27(1) du *Règlement*, MM. SMITH et CHIEF, M^{me} la *ministre* SQUIRES ainsi que MM. LINDSEY et BINDLE font des déclarations de député.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. le *ministre* FRIESEN demandant à l'Assemblée d'approuver la politique budgétaire générale du gouvernement.

Le débat se poursuit.

M^{me} MARCELINO (Logan) intervient et propose la motion d'amendement qui suit :

Que la motion soit amendée par substitution, au passage qui vient après « l'Assemblée », de ce qui suit :

déplore qu'en présentant le présent budget, le gouvernement provincial délaisse les priorités de la population manitobaine étant donné :

- a) qu'il n'a pas précisé la définition de « travailleur de première ligne » et qu'il n'a pas indiqué quels services seront protégés;
- b) qu'il n'a pas rendu publics, de manière ouverte et transparente, les résultats des examens des dépenses engagées par l'ensemble du gouvernement auprès du secteur privé;
- c) qu'il n'a pas garanti aux vaillants travailleurs du Manitoba que la vérification d'optimisation qu'il mènera n'entraînera pas de pertes d'emplois;
- d) qu'il n'a pas abordé les difficultés salariales des familles à faible revenu du Manitoba en refusant d'augmenter le salaire minimum et d'aider les familles qui vivent dans la pauvreté;
- e) qu'il n'a pas affecté d'autres ressources à la création des places en garderie dont ont besoin les familles manitobaines;
- f) qu'il ne s'est pas engagé à mettre en place un programme complet d'apprentissage précoce;

- g) qu'il n'a pas fait face aux besoins des personnes handicapées;
- h) qu'il ne s'est pas engagé à fournir les ressources nécessaires pour faire suite aux recommandations de la Commission de vérité et réconciliation du Canada;
- i) qu'il n'a pas fourni de l'aide communautaire et professionnelle aux nouveaux immigrants de la province;
- j) qu'il n'a pas su faire progresser les initiatives pour le nord du Manitoba;
- k) qu'il n'a pas préservé les services d'aide et de soutien dont ont besoin les aînés et les Manitobains à revenu moyen;
- l) qu'il n'a offert aucune nouvelle aide pour rendre les collectivités plus sécuritaires,

et qu'il ait, de ce fait, perdu la confiance de l'Assemblée et de la population du Manitoba.

La présidente déclare l'amendement recevable.

Le débat se poursuit sur l'amendement.

MM. NESBITT, ALTEMEYER, JOHNSTON et GERRARD interviennent. La motion d'amendement fait l'objet d'une motion de sous-amendement proposée par M. GERRARD portant qu'elle soit amendée par adjonction, après l'alinéa l), de ce qui suit :

- m) qu'il ne s'est pas engagé à aborder les causes fondamentales des problèmes de dépendance aux médicaments d'ordonnance, à l'alcool et aux drogues illicites qui touchent nos collectivités;
- n) qu'il ne s'est pas engagé à éliminer les frais de transport en ambulance facturés aux personnes âgées à faible revenu;
- o) qu'il ne s'est pas engagé à établir de comités de justice pour la jeunesse;
- p) qu'il ne s'est pas engagé à agir immédiatement pour raccourcir le temps d'attente dans les salles d'urgence;
- q) qu'il ne s'est pas engagé à maintenir la cohésion des familles et à réduire le nombre d'enfants qui sont confiés aux Services à l'enfant et à la famille;
- r) qu'il ne s'est pas engagé à fournir les ressources nécessaires pour établir une unité spécialisée en AVC;
- s) qu'il ne s'est pas engagé à fournir les ressources ni un plan visant à éliminer les longues listes d'attente des garderies au Manitoba;
- t) qu'il ne s'est pas engagé à équilibrer le budget d'ici quatre ans;
- u) qu'il ne s'est pas engagé à consacrer des ressources suffisantes pour protéger la santé du lac Winnipeg;

- v) qu'il ne s'est pas engagé à réduire le coût des médicaments sur ordonnance que doivent payer les personnes âgées à faible revenu;
- w) qu'il ne s'est pas engagé à prendre des mesures immédiates contre l'épidémie de diabète;
- x) qu'il ne s'est pas engagé à régler la question du coût élevé des aliments dans les communautés éloignées du Nord;
- y) qu'il ne s'est pas engagé à achever l'aménagement de la route située du côté est du lac Winnipeg,

La présidente déclare le sous-amendement recevable.

Le débat se poursuit sur le sous-amendement.

MM. FLETCHER, LINDSEY et MARTIN interviennent. M. KINEW exerce son droit de parole jusqu'à 17 heures et le conserve pour la reprise du débat.

La séance est levée à 17 heures, et l'Assemblée ajourne ses travaux à demain, 13 h 30.

La présidente,

Myma Driedger